Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-520** **11/07/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 12

Objet : Appel à candidatures 2ieme cercle : 12 postes

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de l'Eau Loire-Bretagne :

- 1 poste de chef(fe) de projet (contractuel de catégorie I des agences de l'eau ou fonctionnaire catégorie A) prise de fonction 1er décembre 2018 à Orléans (45)
Date limite de candidature : 22 août 2018.

Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) :

- 1 poste de directeur de l'Unité Mixte de Recherche Territoires de Clermont-Ferrand (H/F) (fonctionnaire corps IPEF, IDAE, IR, DR, Professeurs d'Universités ou équivalent)
Date limite de candidature : 14 septembre 2018.

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-Mer (ODEADOM) :

- 1 poste chef(fe) de pôle des contrôles sur place (catégorie A/A+) à Montreuil (93) – poste vacant
Date limite de candidature : 12 aout 2018

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste de chef(fe) de service Support Utilisateurs et Réseaux (catégorie A) à Vincennes (94) ou Montpellier (34).
Date limite de candidature : 05 août 2018.

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) :

- 1 poste de chargé(e) de mission « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires » (Cadre A du MAA) à Paris (75) ou Marcy l'Etoile (69). Début de mission : octobre 2018
Date limite de candidature : 12 septembre 2018.

- 1 poste de chargé(e) de mission « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires » (Cadre A du MAA) à Paris (75) ou Marcy l'Etoile (69). Début de mission : novembre 2018
Date limite de candidature : 12 septembre 2018.

FranceAgriMer :

- 1 poste chargé(e) de mission auprès de la Cheffe de la MAEI – Analyse économique et coopération internationale – (catégorie A) - à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 27 juillet 2018.

- 1 poste de directeur des interventions (H/F) (catégorie A+) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 27 juillet 2018.

- 1 poste d'adjoint(e) au chef(fe) de l'Unité Investissements Viticoles (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 27 juillet 2018.
- 1 poste de chef(fe) de l'Unité RMDPC (catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 27 juillet 2018.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de directeur régional adjoint (H/F) (catégorie A) à la Réunion (97) - poste vacant.
Date limite de candidature : 10 août 2018.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste d'assistant(e) du délégué régional Nouvelle Aquitaine(titulaire ou agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissement de l'environnement – catégorie B) à Mérignac (33).
Date limite de candidature : 30 juillet 2018.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Orléans, le 02/07/2018

FICHE DE POSTE

Diffusion : interne et externe

POSTE	**CHEF(FE) DE PROJET (H/F)** AIDE À LA DÉCISION DANS LE DOMAINE SOCIOLOGIQUE ET ECONOMIQUE
CATÉGORIE DU POSTE	Contractuel de catégorie I des agences de l'eau ou fonctionnaire de catégorie A
AFFECTATION	**Direction de l'évaluation et de la planification** *SERVICE PLANIFICATION*
RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE	ORLÉANS (45)
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée de droit public ou en position normale d'activité pour les fonctionnaires
DATE DE PRISE DE FONCTION	1er décembre 2018
MISSION PRINCIPALE	Le (la) titulaire du poste est chargé(e) d'initier, de suivre et de valoriser l'analyse économique au sein de l'agence et de veiller à la bonne intégration des questions socio-économiques dans le mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau et du programme d'intervention de l'agence.
ACTIVITÉS GÉNÉRALES	Le ou la titulaire : Conduit les études économiques liées à la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau en étroite relation avec les chefs de projet en charge de l'état des lieux, du Sdage et programme de mesures, il s'agit en particulier : o de la caractérisation économique des usages de l'eau sur le bassin et de leur évolution ; o des études nécessaires pour l'élaboration de l'état des lieux, du programme de mesures et pour la justification des éventuels reports de délai ou objectifs moins stricts (récupération des coûts, analyses coûts-efficacité et coûts-bénéfices…) ; o des analyses nécessaires pour justifier les classements en masses d'eau fortement modifiées ; o des analyses dans le domaine sociologique en appui à la mise en œuvre du programme d'intervention de l'agence. Apporte un appui aux autres directions techniques et aux délégations de l'agence notamment pour l'analyse des évaluations économiques dans le cadre des Sage. Anime le groupe des correspondants économiques en délégation et au siège de l'agence ; Met en œuvre l'accord-cadre pour les études socio-économiques. Présente les dossiers dont il ou elle a la charge devant les instances de bassin. *Des déplacements sont à prévoir, sur l'ensemble du bassin Loire-Bretagne et sur Paris. Le permis de conduire (B) est indispensable*
RATTACHEMENT HIÉRARCHIQUE	Chef de service Planification
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : les directions techniques (DIC, DPI, DEP, DSI), les délégations et les partenaires locaux de l'agence. Externes : les partenaires de l'agence au sein du secrétariat technique de bassin : DREAL et AFB.et du groupe national Economie
CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCE	Connaissance souhaitée du domaine de l'eau et de la directive cadre sur l'eau, Connaissance appréciée en économie de l'environnement.
SAVOIRS FAIRE	Savoir analyser et synthétiser un dossier / un sujet, Savoir définir et piloter un projet,

	Savoir fédérer autour d'objectifs, Savoir présenter des informations et argumenter, Savoir coordonner et animer un groupe de personnes sur un projet, Savoir vulgariser et expliquer des informations techniques, Savoir relayer l'information de manière pertinente, Savoir prendre la parole en public, Savoir rédiger, Savoir animer une réunion.
CONDITIONS	Pour les fonctionnaires : être titulaire de catégorie A Pour les contractuels : être un agent de catégorie I d'une agence de l'eau ou agent de catégorie II ayant 12 ans d'ancienneté
CANDIDATURES	Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être doivent être déposées sur Profil'Eau avant **le 22 août 2018**
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE	Contacter : Mme Alain SAPPEY, chef de service : 02 38 51 74 19 Mme Marie-Claude PLANTADE, chargée mission recrutement ☎ 02 38 51 73 58

www.eau-loire-bretagne.fr

Directeur / Directrice de l'Unité Mixte de Recherche Territoires de Clermont-Ferrand

Type de recrutement:

- Mobilité: ouvert aux fonctionnaires appartenant au corps des IPEF, IDAE, IR, DR, Professeurs d'Universités ou équivalent

Description du poste

Irstea, institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture est engagé sur 3 défis sociétaux : la gestion durable des eaux et des territoires, les risques naturels et la qualité environnementale. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il emploie 1200 personnes réparties sur 9 implantations en France.

L'unité mixte de recherche « Territoires » placée sous la tutelle de l'Université Clermont Auvergne, de l'INRA, de VetAgro Sup, d'AgroParisTech et d'Irstea considère qu'il existe une multiplicité de configurations (locales et régionales) et de trajectoires (individuelles et collectives) conduisant à une coexistence de « modèles » (entendus à la fois comme archétypes et comme projets, qu'il s'agisse de « modèles » agricoles, alimentaires ou développement territorial) et de stratégies menées au sein des territoires. Elle interroge la capacité à agir des acteurs ainsi que la conduite de l'action publique dans les territoires ruraux sensibles marqués notamment par l'élevage et dans les territoires urbains et périurbains.
Les dynamiques à l'œuvre dans les territoires apparaissent de plus en plus variées, complexes, pas toujours complémentaires, parfois concurrentes. L'observation montre aussi que l'on s'éloigne de plus en plus des grands « modèles uniques ou dominants » pour tendre vers une complexité des situations, marquée par la coexistence des « modèles ». De ce fait, l'accompagnement des acteurs des territoires et la mise en œuvre de politiques publiques doivent être revisités et soutenus par de nouvelles connaissances et outils. C'est donc cette coexistence des modèles ou plutôt cette coexistence des formes et des stratégies de développement au sein d'un (même) territoire qui constitue un point de convergence des recherches de l'unité clermontoise en terme de compréhension des processus ou d'accompagnement.
La coexistence de « modèles » et donc de différentes formes d'activités, de travail et d'emploi, ainsi que de différentes trajectoires de développement dans les territoires pose des questions et exige l'acquisition de connaissances quant à ses conditions d'installation et d'évolution, son « fonctionnement » (rapport entre les acteurs, les institutions, les espaces, les filières ; rapport à la nature et à la technique), ses effets internes et externes au territoire. C'est dans ce champ de questionnement que se positionne l'Unité en intégrant les questions théoriques, méthodologiques et opérationnelles qui relèvent de ces thématiques. L'interdisciplinarité entre les sciences agronomiques et zootechniques, les sciences économiques et sociales (notamment la géographie) est une caractéristique forte de l'unité, tout comme la variété des méthodologies (de l'enquête aux dispositifs participatifs en passant par la modélisation).
Pour l'unité, il s'agit plus particulièrement de comprendre comment les acteurs adoptent, adaptent, contournent, combinent ou inventent des modèles au sein d'un territoire ? Quels sont alors les effets de la prescription et de l'adoption de modèles, de dispositifs ou de normes sur les dynamiques territoriales ? Quels sont alors les effets de coexistence de modèles en termes de dynamiques, de durabilité et d'innovation ?

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du représentant de votre établissement, vous aurez la responsabilité générale de l'animation scientifique et du management de l'UMR et vous rendrez compte devant son comité de suivi incluant l'ensemble des tutelles. Vous exercerez votre autorité sur l'ensemble des agents de l'UMR. Vous serez nommé-e par l'ensemble des établissements jusqu'au 31 décembre 2021, date d'échéance de la convention d'UMR en vigueur.

Vos missions principales seront les suivantes :

- Assisté(e) des directeurs-adjoints de l'UMR, vous dirigerez l'UMR et veillerez à l'exécution de son projet scientifique. Vous déciderez de l'utilisation de l'ensemble des moyens dont dispose l'UMR dans le respect des règles qui régissent les relations entre ses tutelles et de la réglementation applicable. Vous mettrez notamment en œuvre les procédures de gestion des personnels propres à chacune des tutelles.

- Vous ferez preuve de capacité à fédérer l'ensemble de la communauté des membres de l'UMR, à dialoguer avec chaque tutelle et à animer la direction de l'UMR de manière collégiale avec toute la diplomatie nécessaire.

- Vous participerez activement à l'animation, à la consolidation du projet actuel dans la continuité des orientations prises par les collectifs et autour de l'étude de la coexistence des modèles.

- Tout en préparant l'évaluation de l'UMR par le HCERES, vous impulserez la réflexion sur le futur projet, dans un souci permanent de rapprochements des membres de l'UMR inscrits sur plusieurs sites et ancrés dans une approche multidisciplinaire des travaux de recherche en cours ou à venir.

  Vous impliquerez l'unité dans une stratégie d'ouverture et de rayonnement, en favorisant l'articulation des travaux de recherche de l'unité avec les dispositifs de formation (cursus VetAgro Sup, LMD et formation continue), de diffusion de

la science (édition scientifique et "grand public", DCSTI), d'innovation et de valorisation du site et avec les différents programmes de "CAP 20-25". Avec les Directeurs adjoints, vous veillerez également à l'insertion du projet d'unité dans les schémas stratégiques des établissements tutelles.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A + (corps de Directeur de recherche ou de niveau équivalent), titulaire au minimum d'une habilitation à diriger les recherches dans un des champs disciplinaires abordés par l'UMR, vous disposez
(1) d'une expérience dans des emplois de direction et de management de service ou de groupe de recherche,
(2) de très bonnes connaissances du milieu de la recherche.
En outre, vous justifiez d'une expérience confirmée de scientifique dans un des champs disciplinaires abordés par l'UMR.

Une reconnaissance nationale et internationale dans votre spécialité scientifique est indispensable (validée par une production scientifique significative et la coordination de projets).
Vous avez une capacité à élaborer et négocier des projets complexes, à convaincre vos interlocuteurs internes et externes. Vous avez un sens des relations humaines, de la diplomatie, une aptitude à la négociation et une capacité à construire un réseau relationnel et à l'utiliser comme aide et support à votre action. Vous êtes doté(e) d'une rigueur d'organisation, d'encadrement, de programmation, de reportage et de gestion administrative et financière. Vous avez une aptitude et une capacité à développer une vision scientifique stratégique, vous avez une capacité d'initiative et d'entraînement.
Vous maitrisez l'anglais (écrit et oral).

Procédure de sélection

Les candidats seront auditionnés par le conseil de l'UMR qui élaborera ensuite un avis les concernant puis par le comité de suivi de l'UMR qui proposera la nomination du candidat retenu.

Pour en savoir plus

AgroParisTech :
Directeur du centre : Laurent LELLI (Tél : 06 37 40 02 05) / laurent.lelli@agroparistech.fr
DU adjoint : Laurent TROGNON (Tél : 04 73 44 07 17) / laurent.trognon@agroparistech.fr

VetAgro Sup :
Directrice scientifique : Estelle LOUKIADIS (Tél : 04 78 87 25 90) / estelle.loukiadis@vetagro-sup.fr
Directeur général adjoint campus de Lempdes : Etienne JOSIEN (Tél : 04 73 98 13 01) / etienne.josien@vetagro-sup.fr

INRA :
DU Adjointe : Nathalie HOSTIOU (Tél : 04 73 98 29 15) / nathalie.hostiou@inra.fr
Chef de département SAD : Benoît DEDIEU (Tél : 04 73 62 40 38) / benoit.dedieu@inra.fr

Irstea :
Directeur de département Territoires : Sophie THOYER (Tél : 04 67 54 87 29) / sophie.thoyer@irstea.fr
Directeur du Centre de Clermont-Ferrand : Emmanuel HUGO (Tél : 04.73.44.06.07) / emmanuel.hugo@irstea.fr

Université Clermont Auvergne :
Président de l'Université Clermont Auvergne : Mathias BERNARD (Tél : 04 73 17 72 71) / mathias.bernard@uca.fr
Vice-président de l'Université Clermont Auvergne en charge de la recherche : Pierre HENRARD / pierre.henrard@uca.fr

Pour postuler

Inscrivez-vous avant le 14 septembre 2018 sur la plateforme de réception des candidatures en joignant vos CV, lettre de motivation, publications et projet scientifique, à l'adresse suivante :

http://www.irstea.fr/nous-rejoindre/mobilite-et-recrutement-handicap/candidature

Pour plus d'infos : http://www.irstea.fr / rubrique "Nous rejoindre"

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Office de Développement de l'Economie Agricole d'Outre-mer (ODEADOM)
12, RUE HENRI ROL-TANGUY – TSA 60006 – 93555 MONTREUIL CEDEX

Chef de pôle des contrôles sur place

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : Catégorie : A / A+</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 1</td><td>RIFSEEP : 3</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer est un établissement public administratif sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture et de l'Outre-mer. Il assure les fonctions d'organisme payeur pour une grande partie des aides nationales et communautaires destinées à l'agriculture d'outre-mer.

Les services de l'Office sont installés à Montreuil dans l'immeuble ARBORIAL qui regroupe des services de l'ASP, de FranceAgriMer, de l'INAO et de l'ONF.

L'ODEADOM compte 41 agents, dont le service des contrôles et suivi des audits qui comprend 3 contrôleurs, un chef de pôle des contrôles sur place, un chef de service et un adjoint au chef de service.

L'ODEADOM est représenté au niveau de chacun des départements d'outre-mer par les préfets. Les DAAF sont les correspondants de l'Office pour la mise en œuvre de ses missions à l'échelle du territoire.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le chef de pôle des contrôles sur place assure le suivi de la mise en œuvre du programme annuel de contrôle et la supervision des rapports de contrôle réalisé par les contrôleurs du service. Il réalise par ailleurs les missions de contrôle sur place qui lui sont confiées.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Contrôles des aides communautaires POSEI

Activités liées à la fonction de contrôleur :
Contrôles sur place chez les bénéficiaires, dont préparation et analyse de risques pour les contrôles de terrain le cas échéant ; rédaction des rapports de contrôle ; suivi des suites de contrôles (procédure contradictoire écrite, conclusions définitives) ; réponses aux sollicitations des autres services (audit interne, services de l'office, FEAGA…) ;

Activités liées à la fonction de chef de pôle :
Contribution à la planification des missions de contrôles et à la supervision des rapports de contrôles ; participation active à l'évolution des procédures de contrôle (réécriture et mise à jour) ; suivi de la réalisation des contrôles (tenue d'un tableau de bord) ; contribution à la production des statistiques annuelles de contrôles.

Contraintes spécifiques :
Respect des échéances imposées par le programme annuel de contrôles sur place (missions, rédaction des rapports…) et les programmes d'audit de l'Office. Déplacements fréquents en Outre-mer.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">– Direction et ensemble des services de l'ODEADOM ;
– Les bénéficiaires des mesures d'aide (agriculteurs, entreprises et organisations professionnelles) ;
– Les services des DAAF (Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt des départements d'outre-mer).</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
– Connaissances générales dans le domaine agricole
– Connaissances en comptabilité (générale, matières, financière et analytique)
– Maîtrise des outils bureautiques de base (traitement de texte et tableur)</td><td>Savoir-faire
– Capacité rédactionnelle
– Méthode et rigueur dans le traitement des dossiers
– Réactivité et capacité d'adaptation dans le cadre des missions.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Jean-Pierre EUGENIE : Chef de service : 01.41.63.19.50
jean-pierre.eugenie@odeadom.fr

M. Stéphane JORET : Secrétaire général : 01.41.63.19.78
stephane.joret@odeadom.fr

Mme Anne-Marie SERIZIER : directrice adjointe : 01.41.63.19.41
am.serizier@odeadom.fr</td></tr>
</table>

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de service Support Utilisateurs et Réseaux (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général - Département des Systèmes d'information - Service Support Utilisateurs et Réseaux
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de département
Résidence administrative :	Vincennes (94) ou Montpellier (34)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au sein du Département des systèmes d'information, le pôle réseaux assure le maintien en conditions opérationnelles des applications, services et équipements collectifs (systèmes, réseaux, télécoms…) et la sécurité.

Description du poste

Mission :

- Assurer la responsabilité de de la mise en place des outils informatiques, bureautiques et télécoms de l'agence via la mise en œuvre du schéma directeur des systèmes d'information et les adaptations de celui-ci à la stratégie de l'établissement
- Piloter la gestion des pôles SUR et Réseau et participer à la définition des orientations techniques et à leur mise en œuvre
- Animer et coordonner les équipes placées sous son autorité dans un contexte multi-sites
- Assurer le management global des équipes en charge du réseau et du support aux utilisateurs pour fournir aux services et personnels de l'agence des outils informatiques, télécoms et environnements de travail adaptés, sécurisés et performants en prenant en compte la dispersion des équipes de terrain et

la répartition des directions sur trois implantations éloignées (Brest, Montpellier, Vincennes). Ces équipes sont divisées en deux pôles :

- Pôle réseau composé d'un chef de pôle, trois agents AFB et deux agents employés par un prestataire extérieur, à temps plein pour la structure
- Pôle support utilisateurs composé d'un chef de pôle, six agents AFB, quatre agents employés par un prestataire extérieur.

- Représenter la Cheffe de département lors de réunion et/ou en son absence

Activités principales :

Dans le cadre du schéma directeur des systèmes d'information en cours d'élaboration, mettre en œuvre le plan d'actions afférent :

- Encadrer l'activité du service dont il a la charge en remplissant les missions suivantes :
  - encadrement direct des deux chefs de pôles du service, organisation de la transversalité au sein du service, définition des objectifs des équipes, veille au suivi et aux résultats, etc.
  - mise en place et suivi d'un réseau informatique et télécoms
  - assistance aux utilisateurs
  - exploitation et maintenance des outils informatiques et téléphoniques
  - développement et appui aux projets
  - exploitation et maintenance des applications bureautiques
- Gérer les moyens affectés aux SI et aux outils TIC : élaboration et suivi du budget, pilotage des marchés et des prestataires de service relevant de son périmètre
- Participer aux réunions du département mais aussi aux réunions internes et externes dans le cadre des missions de représentation

Relations liées au poste

Relations internes

Directeur général, Secrétaire Générale, Secrétaire Générale adjointe, Chefs de département et chefs de mission du secrétariat général,
Directeurs métiers, régionaux et interrégionaux
Tout agent de l'AFB

Relations externes

Ministère chargé de l'environnement
Autres opérateurs partenaires et organismes conventionnés
Prestataires

Profil recherché

Expérience avérée en management et conduite de projets.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance des systèmes d'exploitation, langages informatiques, méthodes et outils de développement
- Maîtrise des systèmes et architecture réseau
- Connaissance de l'organisation et des circuits de décisions dans l'administration ou les établissements publics
- Connaissance des méthodes d'analyse stratégique et de diagnostic
- Connaissance de la commande publique : réglementation des marchés publics et principes de gestion budgétaire et financière
- Maîtrise des outils et méthodes de management et être un communiquant

Savoir-faire opérationnel

- Analyser les besoins d'une organisation, comprendre ses enjeux et ses évolutions
- Conduire de grands projets de systèmes d'information en tant que maître d'œuvre et maître d'ouvrage
- Diriger et fédérer une équipe autour d'un sens partagé de l'action, des objectifs, des valeurs, d'une éthique
- Organiser les compétences individuelles et collectives pour développer et maintenir l'expertise nécessaire à la déclinaison opérationnelle de la stratégie et s'assurer de sa pérennité
- Dialoguer avec des partenaires en métropole et outre-mer
- Négocier avec des prestataires ou partenaires

Savoir-être professionnel
- Capacité à négocier
- Sens de l'écoute et du service
- Autonomie, responsabilité et sens de l'organisation
- Rigueur et pragmatisme

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DSI/CSSUR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 5 août 2018

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International »

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Chargé de mission « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires »

(mise à disposition) Catégorie A Vacant

Classement parcours professionnel : 2

Début de mission estimée : Octobre 2018

Affectation géographique : Paris ou Marcy l'Etoile (69, Lyon métropole)

Profil statutaire : CADRE A du Ministère de l'Agriculture, et de l'Alimentation (MAA) = ISPV, IPEF, IAE, ...

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Les 17 institutions membres qui participent au GIP FVI couvrent la palette des compétences de la santé publique vétérinaire. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-Saharienne, au Moyen-Orient, en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du GIP FVI est constituée de 8 ETP (5,3 ETP cadres et 2,7 ETP assistants de gestion) dont une partie (6) est mise à disposition du GIP par le MAA. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, l'équipe du GIP mobilise chaque année environ 100 experts court-terme (1 à 2 semaines) pour environ 250 missions annuelles, ainsi que quelques permanents résidents ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants) et organise l'accueil de délégations étrangères. Le portefeuille annuel d'une cinquantaine de projets gérés par l'équipe de FVI et dont le financement est d'ampleur très variable (de 10 k€ à 1M€/an) et exclusivement consacré à la mobilisation de l'expertise (pas d'investissement) représente en moyenne 2 millions d'euros par an. Un accord de partenariat spécifique entre FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte Cirad-FVI de formation en élevage et médecine vétérinaires en régions chaudes, à Montpellier, constituée de 7 personnels Cirad et conduite par un cadre de FVI (fonctionnement de l'équipe pris en charge par le Cirad).
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste est, sous l'autorité du directeur et du directeur adjoint de FVI et dans le champ de compétence qui lui est confié, chargé de l'identification d'opportunités de projets, de l'élaboration des offres et de leur présentation, ainsi que, lorsque l'offre est remportée, du suivi de la mise en œuvre des projets de coopération dans lesquels sont mobilisés des experts issus des différents membres de FVI. Son champ de compétence peut être géographique, méthodologique (un type de projet, comme par exemple les jumelages entre services vétérinaires), thématique (les dispositifs de formation), ou encore une combinaison des trois.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	La responsabilité du titulaire concerne : - La veille internationale et l'identification d'opportunités de projets correspondant au savoir-faire, à l'objet social de FVI, et à la stratégie des membres de FVI et notamment celle du MAA ; - La sélection d'experts volontaires et le montage d'une offre, généralement dans le cadre d'un consortium avec d'autres opérateurs (bureaux d'études ou institutions partenaires) français ou étrangers, dont il lui revient d'identifier la composition ; la présentation de l'offre au bailleur de fonds et, en cas de succès : - La préparation du contrat d'exécution du projet dans tous ses aspects : techniques, administratifs, comptables et financiers ; - Le pilotage de la mise en œuvre du projet, en relation étroite avec l'institution du pays bénéficiaire, les partenaires du consortium, les personnels permanents (chef de projet, conseillers résidents de jumelage, assistants) et les experts mobilisés

<table>
<tr><td></td><td>chez les membres de FVI et, le cas échéant chez les membres du consortium lorsque FVI est en position de leader du consortium ; la participation aux comités de pilotage du projet ;
- Le suivi administratif, contractuel, comptable et financier du projet, avec l'aide d'un assistant de gestion de l'équipe de FVI, la supervision des comptes rendus techniques et financiers du projet ; il est également chargé d'organiser l'audit externe (comptable ou/et technique).
Son portefeuille de projets représente une dizaine d'opérations. La qualité du pilotage de projets repose sur :
- Une compréhension des contraintes financières, budgétaires et de comptabilité publique, qui peut s'acquérir rapidement au contact des autres agents de FVI ;
- Une attention portée aux enjeux techniques, politiques et financiers et à la responsabilité endossée par FVI dans la signature d'un contrat d'exécution avec un bailleur de fonds ;
- Une relation « managériale » avec une centaine d'experts, permettant d'apprécier avec eux leurs compétences mobilisables dans le cadre international, leur adaptation à un contexte interculturel, les modalités pratiques de réalisation de la mission pour l'obtention du résultat attendu, les conditions de rémunération, etc.
Il travaille en lien étroit avec les autres agents de l'équipe FVI et participe aux activités transversales de l'équipe :
- Définition de stratégie, de la communication et des actions de « lobbying » ;
- Maintien des relations institutionnelles, contractuelles et opérationnelles avec les membres du GIP FVI, les services compétents des pays bénéficiaires de projets, les opérateurs partenaires, le réseau d'experts, etc. ;
- Rapports d'activité techniques et financiers pour les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale du GIP FVI ; etc.

Déplacements à Paris, Lyon, Montpellier ainsi qu'à l'étranger dans le cadre du suivi des projets, de missions de prospectives ou d'expertise propre</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td>Membres du GIP FVI : Etat (CGAAER, DGPE, DGAL et DGER du MAA ; DGM du MEAE), autres membres publics (ADILVA ; ANSES ; CIRAD ; ENVA ; VetAgro Sup ; Oniris ; ENVT ; INFOMA), membres privés (CVPFI ; AVSF ; SIMV ; Institut de l'Elevage) et leurs experts ; partenaires nationaux et internationaux institutionnels (OIE, FAO, Com. Européenne, Pays tiers, …) ou privés (bureaux d'études, cocontractants de consortium, …).</td></tr>
<tr><td>COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td><table><tr><th>SAVOIRS</th><th>SAVOIR-FAIRE</th></tr><tr><td>- maîtrise de l'anglais nécessaire ;
- pratique de l'espagnol bienvenue ;
- capacité rédactionnelle et réactivité pour les réponses aux appels d'offres.</td><td>- aptitude prononcée pour le travail en équipe et la communication ; aptitude affirmée pour les relations avec membres et partenaires de FVI ;
- capacité d'innovation et autonomie ; maîtrise des outils informatiques courants ;
- expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ;
- souhaité : expérience de coopération internationale.</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td>Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à contact@fvi-atf.org avant le 12 septembre 2018</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td>Olivier FAUGERE, Directeur du GIP-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile.
Tél : 04.78.25.45 – courriel : olivier.faugere@fvi-atf.org

Marie Frédérique PARANT, Directrice adjointe du GIP-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : marie-frederique.parant@fvi-atf.org</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td>http://www.france-vet-international.org http://formation-elevage-suds.cirad.fr</td></tr>
</table>

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International »

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Chargé de mission « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires »

(mise à disposition) Catégorie A Vacant

Classement parcours professionnel : 2

Début de mission estimée : Novembre 2018

Affectation géographique : Paris ou Marcy l'Etoile (69, Lyon métropole)

Profil statutaire : CADRE A du Ministère de l'Agriculture, et de l'Alimentation (MAA) = ISPV, IPEF, IAE, ...

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Les 17 institutions membres qui participent au GIP FVI couvrent la palette des compétences de la santé publique vétérinaire. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-Saharienne, au Moyen-Orient, en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du GIP FVI est constituée de 8 ETP (5,3 ETP cadres et 2,7 ETP assistants de gestion) dont une partie (6) est mise à disposition du GIP par le MAA. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, l'équipe du GIP mobilise chaque année environ 100 experts court-terme (1 à 2 semaines) pour environ 250 missions annuelles, ainsi que quelques permanents résidents ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants) et organise l'accueil de délégations étrangères. Le portefeuille annuel d'une cinquantaine de projets gérés par l'équipe de FVI et dont le financement est d'ampleur très variable (de 10 k€ à 1M€/an) et exclusivement consacré à la mobilisation de l'expertise (pas d'investissement) représente en moyenne 2 millions d'euros par an. Un accord de partenariat spécifique entre FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte Cirad-FVI de formation en élevage et médecine vétérinaires en régions chaudes, à Montpellier, constituée de 7 personnels Cirad et conduite par un cadre de FVI (fonctionnement de l'équipe pris en charge par le Cirad).
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste est, sous l'autorité du directeur et du directeur adjoint de FVI et dans le champ de compétence qui lui est confié, chargé de l'identification d'opportunités de projets, de l'élaboration des offres et de leur présentation, ainsi que, lorsque l'offre est remportée, du suivi de la mise en œuvre des projets de coopération dans lesquels sont mobilisés des experts issus des différents membres de FVI. Son champ de compétence peut être géographique, méthodologique (un type de projet, comme par exemple les jumelages entre services vétérinaires), thématique (les dispositifs de formation), ou encore une combinaison des trois.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	La responsabilité du titulaire concerne : - La veille internationale et l'identification d'opportunités de projets correspondant au savoir-faire, à l'objet social de FVI, et à la stratégie des membres de FVI et notamment celle du MAA ; - L'identification d'experts volontaires et le montage d'une offre, généralement dans le cadre d'un consortium avec d'autres opérateurs (bureaux d'études ou institutions partenaires) français ou étrangers, dont il lui revient d'identifier la composition ; la présentation de l'offre au bailleur de fonds et, en cas de succès : - La préparation du contrat d'exécution du projet dans tous ses aspects : techniques, administratifs, comptables et financiers ; - Le pilotage de la mise en œuvre du projet, en relation étroite avec l'institution du pays bénéficiaire, les partenaires du consortium, les personnels permanents (chef de projet, conseillers résidents de jumelage, assistants) et les experts mobilisés

<table>
<tr><td></td><td>chez les membres de FVI et, le cas échéant chez les membres du consortium lorsque FVI est en position de leader du consortium ; la participation aux comités de pilotage du projet ;
- Le suivi administratif, contractuel, comptable et financier du projet, avec l'aide d'un assistant de gestion de l'équipe de FVI, la supervision des comptes rendus techniques et financiers du projet ; il est également chargé d'organiser l'audit externe (comptable ou/et technique).
Son portefeuille de projets représente une dizaine d'opérations. La qualité du pilotage de projets repose sur :
- Une compréhension des contraintes financières, budgétaires et de comptabilité publique, qui peut s'acquérir rapidement au contact des autres agents de FVI ;
- Une attention portée aux enjeux techniques, politiques et financiers et à la responsabilité endossée par FVI dans la signature d'un contrat d'exécution avec un bailleur de fonds ;
- Une relation « managériale » avec une centaine d'experts, permettant d'apprécier avec eux leurs compétences mobilisables dans le cadre international, leur adaptation à un contexte interculturel, les modalités pratiques de réalisation de la mission pour l'obtention du résultat attendu, les conditions de rémunération, etc.
Il travaille en lien étroit avec les autres agents de l'équipe FVI et participe aux activités transversales de l'équipe :
- Définition de stratégie, de la communication et des actions de « lobbying » ;
- Maintien des relations institutionnelles, contractuelles et opérationnelles avec les membres du GIP FVI, les services compétents des pays bénéficiaires de projets, les opérateurs partenaires, le réseau d'experts, etc. ;
- Rapports d'activité techniques et financiers pour les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale du GIP FVI ; etc.

Déplacements à Paris, Lyon, Montpellier ainsi qu'à l'étranger dans le cadre du suivi des projets, de missions de prospectives ou d'expertise propre</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td>Membres du GIP FVI : Etat (CGAAER, DGPE, DGAL et DGER du MAA ; DGM du MEAE), autres membres publics (ADILVA ; ANSES ; CIRAD ; ENVA ; VetAgro Sup ; Oniris ; ENVT ; INFOMA), membres privés (CVPFI ; AVSF ; SIMV ; Institut de l'Elevage) et leurs experts ; partenaires nationaux et internationaux institutionnels (OIE, FAO, Com. Européenne, Pays tiers, …) ou privés (bureaux d'études, cocontractants de consortium, …).</td></tr>
<tr><td>COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td><table><tr><th>SAVOIRS</th><th>SAVOIR-FAIRE</th></tr><tr><td>- maîtrise de l'anglais nécessaire ;
- pratique de l'espagnol bienvenue ;
- capacité rédactionnelle et réactivité pour les réponses aux appels d'offres.</td><td>- aptitude prononcée pour le travail en équipe et la communication ; aptitude affirmée pour les relations avec membres et partenaires de FVI ;
- capacité d'innovation et autonomie ; maîtrise des outils informatiques courants ;
- expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ;
- souhaité : expérience de coopération internationale.</td></tr></table></td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td>Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à contact@fvi-atf.org avant le 12 septembre 2018</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td>Olivier FAUGERE, Directeur du GIP-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile.
Tél : 04.78.25.45 – courriel : olivier.faugere@fvi-atf.org

Marie Frédérique PARANT, Directrice adjointe du GIP-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : marie-frederique.parant@fvi-atf.org</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td>http://www.france-vet-international.org http://formation-elevage-suds.cirad.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy TSA 20002
93555 Montreuil cedex
Mission des affaires Européennes et Internationales

Chargé(e) de mission auprès de la Cheffe de la MAEI - Analyse économique et coopération internationale

N° appel à candidature : 180231	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : **2** *En cours de validation*	Cotation Groupe RIFSEEP : **2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation :** Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Le poste est rattaché au chef de la mission des actions européennes et internationales (MAEI). La Mission est pour l'essentiel chargée de : • Assurer un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens (en particulier en lien avec la Politique agricole commune - PAC) • Sur la base d'un dialogue avec les filières professionnelles, raisonner, notamment sur la base de critères économiques, le ciblage des marchés ou des sujets à considérer pour développer les exportations et l'internationalisation des filières professionnelles françaises en pays tiers ; • Faciliter l'accès des exportateurs aux marchés de ces pays, notamment en résolvant les contraintes sanitaires, phytosanitaires et/ou techniques en appuyant la DGAL dans la conduite de négociations, en facilitant l'information sur la qualité des produits français et en fournissant les informations nécessaires aux exportateurs sur ces marchés ; • Accompagner les filières à l'international par des actions de soutiens à l'exportation (études, séminaire de présentation du système sanitaire français…) • Assurer un volet de la maîtrise d'ouvrage de l'outil Expadon 2, plateforme informatique visant à faciliter l'accès à l'information et aux procédures d'exportation pour les opérateurs • Conduire des programmes et les actions de coopération soutenant les filières françaises à l'international et gérer le budget d'influence du Ministère. • A ces fins, animer différents comités de dialogue avec les filières : comités export sanitaires (SPS), commission internationale
Objectifs du poste	- Eclairer par l'analyse économique les choix à faire s'agissant des marchés prioritaires sur lesquels s'investir dans l'accompagnement de nos filières à l'international - Mener quelques actions de coopération en soutien aux filières
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Effectuer des analyses économiques à partir de données douanières ou d'autres sources pour : o Nourrir la réflexion sur les marchés à investir prioritairement : négociations sanitaires à prioriser ; pays cibles traités dans la commission internationale…. o Répondre aux demandes statistiques de l'environnement professionnel (directions d'administration centrale, fédérations…) • Piloter certains groupes de travail issus de la commission internationale en lien avec le service des « Marchés, études et prospectives », en particulier sur l'accès des filières aux données statistiques et à la révision de la nomenclature douanière • Piloter certaines actions de coopération intervenant en soutien au développement des filières à l'international

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les organisations professionnelles et les opérateurs du secteur alimentaire,
Au sein du ministère chargé de l’agriculture, la Direction de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) ; la Direction générale de l’alimentation (DGAL / SDASEI -Sous-direction des Affaires européennes et internationales)
France vétérinaire international (FVI),
La DG Trésor,
Le réseau des Services économiques,
Business France.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise</td></tr>
<tr><td>Savoirs / Connaissances
les missions et les métiers de FranceAgriMer ;
formation initiale économique ou scientifique et si possible, expérience(s)professionnelle(s) dans le domaine de l’exportation ;
une expérience dans le domaine de plateformes informatiques
connaissance des acteurs des filières agricoles</td><td>Savoir-faire / Maîtrise
animation et coordination d’un réseau interne ;
maitriser les techniques de communication à l’oral et à l’écrit;
aptitude au travail d’équipe et aux relations humaines avec les partenaires extérieurs et les autres services ;
rigueur et exigence dans l’organisation ;
excellent relationnel.
maîtrise des outils informatiques et bureautiques</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Carole LY, Cheffe de la Mission des affaires européennes et internationales 01.73.30.31.70 carole.ly@franceagrimer.fr
Williams Campos Suarez, Adjoint à la cheffe du service des ressources humaines 01.73.30.22.66
mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : VENDREDI 27 JUILLET 2018

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer (siège)

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction des Interventions

Directeur F/H

N° appel à candidature : **180232**	**Catégorie : A+**
Cotation parcours pro. : 3+	**Cotation IPF : 5 si corps des IPEF** **Groupe RIFSEEP : 1 si corps des administrateurs civils**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Au sein de l'établissement, la direction des interventions (DI) a pour mission de concevoir et mettre en œuvre les dispositifs financiers (aides européennes et nationales) et non financiers d'accompagnement des filières. La DI est organisées en cinq services, dont trois chargés des aides européennes (potentiel et structures viticoles, programmes opérationnels et promotion, régulation des marchés et programmes sociaux), un chargé des aides nationales (y compris aides de crise), appui aux entreprises et innovation, un chargé des contrôles et de la normalisation. Cette organisation est complétée d'une cellule dédiée à la modernisation des outils informatiques.
Objectifs du poste	Le titulaire du poste assure la mise en œuvre et le pilotage de l'ensemble des actions confiées à la direction, dans le cadre défini par la direction générale et le contrat d'objectifs et de performance entre l'Etat et l'établissement.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Coordonner et animer les équipes de la DI (environ 230 agents) • Gérer et piloter les moyens et objectifs confiés à la DI et veiller en particulier à la mise en œuvre des dispositifs d'intervention, dans les délais prescrits et dans des conditions de sécurité juridique et financière satisfaisantes. • Piloter les chantiers de modernisation des outils et des méthodes de la direction. • Contribuer à assurer une étroite collaboration entre les équipes de la direction et celles des autres composantes de l'établissement, ainsi qu'avec les tutelles et les partenaires extérieurs • Représenter l'établissement aux réunions extérieures, notamment à l'occasion des conférences des directeurs d'organismes payeurs
Champ relationnel du poste	• Au sein de FranceAgriMer : toutes les directions et services du siège et des régions • Responsables professionnels des secteurs agricoles, agroalimentaires et de la pêche • Cabinets et directions des ministères chargés de l'agriculture, de la mer, de la cohésion sociale, de l'économie (DGPE, DPMA, DGAL, DGCS, DGDDI...), directeurs des DRAAF, autres établissements sous tutelle du MAA (ASP) • SGPI • Corps de contrôle (CCCOP, CICC, MCOSA, Cour des comptes, etc.)

	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Compétences requises pour le poste	• Bonne connaissance des filières agricoles et agroalimentaires et des politiques agricoles publiques, appuyée par une expérience pratique de celles-ci • Connaissances en droit européen, en particulier de la PAC • Connaissances en matière de systèmes d'information	• Créativité, dynamisme et sens de l'organisation ; • Expérience réussie du management d'équipes ; • Aptitude à la conduite de projets ; • Goût pour la concertation
Personnes à contacter	Christine AVELIN, directrice générale ☎ : 01 73 30 20 50 ✉ : christine.avelin@franceagrimer.fr Véronique BORZEIX, directrice générale adjointe ☎ : 01 73 30 20 50 ✉ : veronique.borzeixl@franceagrimer.fr Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines ☎ : 01 73 30 22 66 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr	

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : VENDREDI 27 JUILLET 2018

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer (siège)

Direction des Interventions / Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles / Unité investissement vitivinicole

Adjoint(e) à la cheffe d'unité

N° appel à candidature : **180233**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : **2**	**Cotation RIFSEEP : 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Dans le secteur de la viticulture, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune. Dans ce cadre, l'unité « Investissement vitivinicole », au sein du Service Gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles, met en œuvre des appels à projets visant à financer les investissements matériels ou immatériels des entreprises de production, transformation, conditionnement, stockage et/ou de commercialisation, dans un objectif de modernisation des installations et d'amélioration de la compétitivité
Objectifs du poste	En lien direct avec la cheffe d'unité, le titulaire du poste organise et coordonne l'action de l'unité pour la définition et à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif d'aide à l'investissement vitivinicole
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Encadrer les agents en charge de l'instruction des dossiers (organisation de la gestion des dossiers et de leur supervision, planification des objectifs, suivi des résultats obtenus, pilotage des réunions relatives à la mise en œuvre du dispositif) • Suivre le développement de l'outil informatique dédié (poursuite de la mise en œuvre du téléservice, expressions de besoins, recette informatique, assistance aux utilisateurs) • Participer à la rédaction du guide de procédures • Participer aux arbitrages sur l'éligibilité des investissements • Editer les indicateurs de suivi, tableaux de pilotage, bilans • Participer au pilotage des services territoriaux de FranceAgriMer et à leur coordination avec le siège pour la mise en œuvre de la mesure
Champ relationnel du poste	• Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique

	• Entreprises vitivinicoles demandeurs de l’aide à l’investissement

<table>
<tr><td rowspan="2">Compétences requises pour le poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtrise</td></tr>
<tr><td>• Notions de comptabilité et d'analyse financière appréciées</td><td>• Maitrise des outils bureautiques classiques
• Capacité à travailler en équipe et à animer un réseau
• Rigueur
• Reporting</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Hélène CHEVRETTE, chef du service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles
☎ : 01 73 30 22 26 ✉ : helene.chevrette@franceagrimer.fr

Virginie BOUVARD, chef de l'unité investissement vitivinicole
☎ : 01 73 30 30 80 ✉ : virginie.bouvard@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines
☎ : 01 73 30 22 66 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : 27 juillet 2018

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction interventions / Service régulation des marchés et programmes sociaux / Unité régulation des marchés, droits à produire et certificats

Chef(fe) d'unité

N° appel à candidature : **180234**	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : **3**	**Cotation RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des aides publiques nationales et européennes. Au sein du service « régulation des marchés et programmes sociaux » de la direction des « interventions », l'unité « régulation des marchés, droits à produire et certificats » est chargée de la mise en œuvre de certaines mesures de marchés prévues par la politique agricole commune (PAC) : gestion des certificats d'importation et d'exportation, stockage privé et public en fonction de l'état des marchés, droits à produire. L'unité peut également être amenée à réaliser des prestations de services pour le compte de l'Etat. Elle est composée de 2 pôles : « commerce extérieur et marché intérieur » et « intervention communautaire ».
Objectifs du poste	Le titulaire du poste organise, anime et coordonne les 2 pôles de gestion des dispositifs de régulation des marchés ainsi que les prestations de services : encadrement des échanges pays tiers, mesures d'intervention OCM, contingentement de la production (sucre hors quota, meunerie) et remboursement de la taxe MSA sur les farines.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Organiser et faire fonctionner son équipe dans une logique de qualité de service. • Assurer le pilotage de l'activité et organiser le suivi du contrôle interne. • Coordonner la supervision des procédures de gestion mises en œuvre dans les pôles. • Piloter et faire évoluer les systèmes d'informations utilisés au sein de l'unité. • Réaliser ou faire réaliser des expertises réglementaires et opérationnelles relevant du périmètre d'activité de l'unité. • Coordonner la contribution des pôles à l'analyse économique et à l'appui des opérateurs. • Coordonner ou assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes.
Champ relationnel du poste	• Au sein de FranceAgriMer : services du siège et services territoriaux.

	• DGPE, DGDDI, services de la Commission européenne.

	Savoirs / Connaissances	Savoir faire / Maîtriser
Compétences liées au poste	• Connaissance des grands principes du droit européen • Connaissance des filières agricoles	• Capacité à manager une équipe. • Qualités relationnelles. • Rigueur, capacité d'analyse et de synthèse. • Remontée d'informations pertinentes et force de proposition • Rendre compte • Bonne communication écrite et orale. • Pilotage des systèmes d'information. • Capacité à respecter les délais.
Personnes à contacter	Sébastien COUDERC, directeur adjoint des interventions ☎ : 01 73 30 22 72 ✉ : sebastien.couderc@franceagrimer.fr Christophe DASSIE, chef du service régulation des marchés et programmes sociaux ☎ : 01.73.30.22.51 ✉ : christophe.dassie@franceagrimer.fr Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines ☎ : 01 73 30 22 66 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr	

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : 27 juillet 2018

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation

Agence de Services et de Paiement

Direction régionale de la Réunion
2 rue Lory-les-Bas, 97495 SAINTE-CLOTILDE

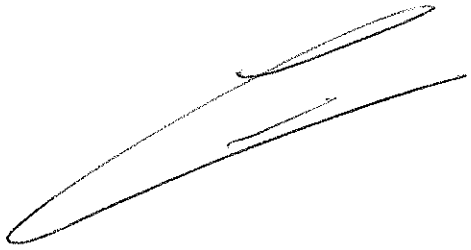
DIRECTEUR REGIONAL ADJOINT

CHEF DE SERVICE FORMATION PROFESSIONNELLE ET EMPLOI (H/F)

N° du poste : **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale de la Réunion, composée de 50 agents, intervient dans le secteur de la formation professionnelle et de l'apprentissage et contribue à la mise en œuvre des diverses aides à l'emploi, à la création d'entreprise, en mettant à disposition ces crédits, avec sécurité, promptitude et transparence. Elle est aussi chargée de la mise en œuvre et du suivi de conventions et marchés passés avec les collectivités locales et, le cas échéant, les services déconcentrés de l'Etat. La DR intervient également fortement dans le domaine de l'agriculture, du développement rural, de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la pêche.
Objectifs du poste	Le ou la titulaire de la fonction : - d'une part, seconde en tant que direct-eur-rice régional-e adjoint-e, le directeur régional dans la mise en œuvre des décisions de la Direction générale - d'autre part assure le rôle de chef-fe du Service Formation Professionnelle et Emploi en conduisant, organisant, planifiant et rendant compte l'activité de son service, constitué de 25 agents.

Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Activités techniques :** En lien avec les Cheffes de secteur : - assure l'élaboration de la rédaction et des réponses, la mise en œuvre et le suivi des marchés publics et conventions - met en œuvre les procédures de gestion, de paiement et de contrôle (supervision, contrôle interne et externe) - s'assure de la mise en œuvre des procédures d'archivage - organise la valorisation des données physiques et financières - fait toutes propositions de nature à améliorer les procédures et la gestion des mesures - organise toutes rencontres et réunions avec les donneurs d'ordre locaux **Pilotage de l'activité :** - définit les objectifs assignés à l'équipe et le suivi des réalisations - veille à l'équilibre entre activité et effectifs - veille au suivi budgétaire notamment pour les dispositifs financés par les donneurs d'ordre locaux - apporte son concours aux financeurs locaux pour leurs prévisions budgétaires **Organisation du service :** - évalue les besoins de son service sur le plan des moyens en personnel et budgétaires et les communique au directeur régional - rend compte au directeur régional de la bonne utilisation des moyens qui lui sont confiés, du respect des procédures, de la qualité de la gestion et du respect des délais - fait toutes propositions de nature à améliorer le fonctionnement de son service, le cas échéant en lien avec les autres services de la DR - expose les résultats de son service auprès des directions du siège, lors des conférences annuelles et autres instances - applique les directives qualité-sécurité propres à son service **Gestion des équipes :** - communique aux agents-es du service toutes les informations relatives au fonctionnement de la direction régionale, de l'ASP et des donneurs d'ordre locaux - organise les réunions de service en toutes occasions qui les nécessitent, rédige l'ordre du jour et les supports de présentation - instaure un dialogue permanent avec les agents-es du service sur tous sujets les concernant ; veille particulièrement à leur bien-être au travail - recense les besoins de formation des agents-tes et organise les sessions de formation nécessaires - assure le recrutement, l'évaluation des résultats et le suivi de carrière du personnel
Champ relationnel du poste	**Relations internes :** - participe au Comité de direction - participe à la communication avec les services du siège et les directions régionales - représente le directeur régional en son absence **Relations externes :** - participe à la communication avec les donneurs d'ordre locaux : Préfecture, DIECCTE, Pôle Emploi, Missions locales, ARML, Conseil régional, Conseil départemental, communes - représente l'ASP et le directeur régional en son absence

Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Connaissance de l'environnement institutionnel et réglementaire, en particuliers des donneurs d'ordre locaux (objectifs, orientations, responsables) Des réglementations, procédures, techniques et outils mis en œuvre dans le service Savoir organiser et prioriser les actions à mettre en œuvre Etre force de proposition tant en interne qu'en externe	Gestion du personnel : direction, organisation et motivation des équipes, en fonction des objectifs fixés Maîtrise des techniques de gestion et de paiement Capacité à rechercher des informations à assurer une veille sur les sujets traités Maîtrise des techniques de communication orale et écrite Maîtrise des outils bureautiques pour l'élaboration de tous documents, textes, tableaux, graphiques
Personnes à contacter	- M. Serge Teillard d'Eyry – Directeur régional - Tél. : 02.62.92.44.89 - Courriel : serge.teillard@asp-public.fr - Madame Patricia BELHADJ – Conseillère mobilité, carrière et formation DRH – Tél. : 05.55.12.00.36 – Courriel : mobilite@asp-public.fr	



OFFRE d'EMPLOI n°18-67-DR NA

La Délégation Nouvelle Aquitaine de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Mérignac (33)

RECRUTE

Assistant(e) du Délégué régional Nouvelle Aquitaine - (F/H)

Sous l'autorité du délégué régional (DR) Nouvelle-Aquitaine et en collaboration permanente avec son homologue de la cellule administrative, l'assistant(e) appuie le Délégué régional dans la gestion des dossiers administratifs gérés au niveau régional, concernant les domaines d'activités suivants : le secrétariat, les ressources humaines, le fonctionnement des services (appui au contrôle), le budget et la logistique.

Il (elle) est l'interlocuteur des directions opérationnelles et assure l'interface avec les Services Départementaux (SD) pour les missions relevant de sa compétence.

Nature de l'emploi :

Poste à pourvoir à compter du 1er septembre 2018

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein – Catégorie B

Profil recherché :

Une première expérience dans un poste similaire dans la sphère publique est souhaitée.
Connaissances en gestion publique, comptable et RH.
Autonomie et prise d'initiatives, capacités d'adaptation et de réactivité.
Sens de l'écoute et esprit de synthèse.
Confidentialité sur l'ensemble des thématiques sensibles abordées avec le DR.

Conditions particulières : Poste administratif nécessitant des déplacements :

Nationaux (formations ou participation à des groupes de travail initiés par les directions fonctionnelles).
Régionaux : implantations de la DR ou autres (réunions, représentations).

Activités principales :

Assurer le secrétariat du Délégué régional et de son adjoint.
Apporter une expertise administrative en appui aux décisions du DR.
Gérer les dossiers RH de proximité.
Gérer le budget de la DR, en qualité de « gestionnaire financier référent ».
Gérer les dossiers relatifs à la logistique.
Apporter assistance, appui administratif et conseil aux SD.
Assurer la gestion logistique de l'implantation.

Intéressé(e) ? – (Pour plus de détail, cf. fiche de poste)

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Christophe BAYOU, Délégué régionale Nouvelle Aquitaine, par téléphone au 06.71.54.88.59 ou par courriel à christophe.bayou@oncfs.gouv.fr
Ou
Mme Marie-Laure LABATUT, Secrétaire administrative, par téléphone au 05.58.83.00.60 ou par courriel à marie-laure.labatut@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 30 juillet 2018,** terme de rigueur par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé.

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr